

DEMOB *Rwanda*

Une publication trimestrielle de la Commission Nationale
de Démobilisation et de Réintégration



**Les compétences professionnelles font
face au défi de l'emploi chez les
ex-combattants et les personnes à charge**

EDITION SPECIALE - SEPTEMBRE 2021



Le centre de transit de Nyagatare a mis en place des installations de lavage des mains comme l'une des mesures pour prévenir la propagation du COVID-19.

Table des matières

Editorial	4	David Mberabahizi: Le retour au Rwanda a été un rêve réalisé	20
La présidente de la RDRC appelle le public à jouer un plus grand rôle dans la réinsertion	5	Des chefs de groupes armés « répandaient des mensonges pour décourager les défections »	22
Le Général de Brigade John Bagabo salue le rôle de la réintégration dans la consolidation de la paix	8	Télesphore Karangwa dit que la vie dans la rébellion l'a trompé	23
Miss Rwanda 2021 fait un don aux ex-combattants handicapés	11	Fidèle Nsanzimana, heureux d'être à la maison, regrette le temps perdu dans la jungle	24
Le commissaire Mutarambirwa affirme que les ex-combattants redéfinissent leur visage après leur réintégration	12	Ce n'est pas trop tard pour changer de carrière- Barakamfitiye	25
Rosette Kankera cherche à soutenir sa famille avec des compétences nouvellement acquises	14	Le Centre de transit de Nyagatare facilite une transition en douceur des ex-Groupes armés et leurs personnes à charge	26
Les compétences professionnelles font face au défi de l'emploi parmi les ex-combattants et les personnes à charge	15	Des ex-combattants racontent des moments de réconfort dans leurs nouvelles maisons à Bumbogo	28
Un tournant pour Mugenzi et sa femme	18	Les habitants de Rubavu font un don de vaches et autres articles aux ex-combattants handicapés de Kicukiro	30

Editorial

Un projet du PNUD et de l'ONU Femmes a atteint ses objectifs, un temps à sauvegarder

Le 30 septembre, un projet financé par des donateurs et conçu pour soutenir la réintégration des ex-combattants des FDLR et de leurs personnes à charge rapatriés de la République démocratique du Congo (RDC), dans le cadre de la « Phase 65 », s'est terminé après une mise en œuvre réussie.

Le projet a été mis en œuvre grâce au partenariat de la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration (RDRC) avec le PNUD et ONU Femmes. Les bénéficiaires comprenaient 1 634 personnes rapatriées en novembre 2018 dont 554 ex-combattants, 249 femmes et 832 enfants.

Le projet visait une réintégration sociale et économique à long terme des bénéficiaires à travers des subventions de réintégration, un soutien médical, une formation professionnelle et des activités génératrices de revenus pour aider les bénéficiaires à s'intégrer avec succès dans leurs communautés.

L'initiative contribue à la consolidation de la paix et à la transformation des conflits dans la région.

Les bénéficiaires ont également été aidés à devenir partie intégrante des coopératives

existantes et à accéder aux services communautaires, tels que l'éducation, les soins de santé, le conseil psychosocial et l'accès à la documentation, au même niveau que les autres membres de la communauté.

La RDRC a récemment rendu visite aux bénéficiaires à travers le pays et selon divers témoignages, le projet transforme énormément la vie des gens grâce à l'élevage et à l'agriculture commerciale.

Les ex-combattants ont pu construire leurs propres maisons ; ils ont formé des coopératives grâce au financement du projet.

La RDRC croit que les bénéficiaires étaient suffisamment outillés pour gérer leurs entreprises aller de l'avant efficacement.

La Commission ne remerciera jamais assez le PNUD et ONU Femmes pour leur soutien. Compte tenu des problèmes de sécurité présentés par les FDLR, en tant que facteur de déstabilisation important dans la région des Grands Lacs, le Gouvernement Rwandais s'est engagé à poursuivre le soutien au DDR pour les membres des ex-FDLR et leurs personnes à charge rapatriés de RDC.

Le soutien socio-économique aux ex-combattants, à leurs personnes à charge et aux communautés d'accueil offre l'opportunité de promouvoir la cohésion sociale et la revitalisation économique ainsi que de générer des dividendes de la paix pour des villages entiers et l'ensemble du pays.

La présidente de la RDRC appelle le public à jouer un plus grand rôle dans la réinsertion



La présidente de la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration (RDRC) a appelé le public à jouer un rôle plus important dans les efforts visant à renforcer la démobilisation et la réintégration des membres des groupes armés dans le pays.

Dans une interview, Mme Valérie Nyirahabineza a mis en garde contre les Rwandais qui profitent de leurs proches qui sont dans la jungle pour s'emparer de leurs biens.

Mme Nyirahabineza a déclaré que certains Rwandais envoient des messages à leurs proches en RDC, les menaçant d'arrestation s'ils rentrent chez eux afin de continuer à occuper leur propriété.

« Le plus grand défi concerne les familles

avec des parents dans les jungles de la RDC qui ne veulent pas qu'ils reviennent de peur de partager leurs biens et autres richesses familiales », a-t-elle déclaré.

« Ces personnes menacent leurs proches, affirmant qu'elles seront arrêtées pour des charges issues des Gacaca, si elles rentrent chez elles. Pour quelqu'un qui vit hors du Rwanda depuis si longtemps, une fois nourri de cette désinformation, il décide de rester dans la jungle.

La commission a deux rôles principaux : soutenir les programmes d'unité et de réconciliation entre les Rwandais et restaurer la paix et la sécurité au Rwanda et dans la région des Grands Lacs.

Son rôle commence par la mobilisation et la sensibilisation des membres des

groupes armés pour qu'ils rentrent au Rwanda et se réintègrent dans leurs communautés.

Elle est également en charge de la démobilisation des membres des Forces de défense Rwandaises (RDF) ainsi que des membres des groupes armés des ex-FAR, FDLR entre autres.

Alors que la commission s'acquitte de son mandat, nous comptons sur tous les Rwandais pour nous soutenir dans la réalisation de nos objectifs, a déclaré Mme Nyirahabineza.

Elle a noté qu'il est vital pour les Rwandais encore retranchés dans les jungles de la RDC de revenir et d'inscrire leurs enfants dans les écoles, au lieu de les recruter dans des groupes armés.

« Ceux qui sont mûrs et engagés dans

des activités armées, je les exhorte à rentrer pacifiquement au Rwanda, le pays est prêt à vous recevoir et vous accompagner pour vous réintégrer dans vos communautés », a-t-elle déclaré.

Nyirahabineza a parlé de la genèse de la RDRC, indiquant qu'elle n'est pas tombée du ciel.

C'était l'une des recommandations auxquelles ont abouti, en 1993, les accords de paix d'Arusha-Tanzanie tenus au cours des années 1990 pendant la guerre de libération - qui a nécessité la fusion du Front Patriotique Rwandais (FPR) et des Forces armées Rwandaises (FAR) sous une seule et même force gouvernementale.

Pourtant, il y avait tellement de soldats des deux côtés qui ne pouvaient pas tous être réintégrés dans une armée nationale.

Il a alors été conclu que ceux qui ne pourraient pas être réintégrés seraient démobilisés.

C'est ainsi que la commission a vu le jour en 1997.

Il a commencé par la réintégration dans l'armée et la démobilisation ceux qui n'étaient pas réintégrés.

Ceux des groupes armés sont emmenés grâce à l'orientation du programme de pré-décharge à Mutobo DC, pour faciliter leur réintégration pacifique dans leurs communautés à travers le pays.

Pour les combattants RDF qui sont démobilisés, la commission propose leur formation de réinsertion qui leur permet de se réinsérer pleinement dans la vie civile.

« Nous leur donnons de l'argent sous forme d'un kit de première nécessité pour leur permettre d'acheter les besoins de base pour commencer une nouvelle vie dans leurs villages respectifs », a déclaré Mme Nyirahabineza.

« Ceci est suivi d'un programme de réintégration pour s'assurer qu'ils retournent dans leurs communautés, en collaboration avec diverses agences telles que le ministère de la Défense. »

De plus, dans les villages, la commission aide les ex-combattants à bénéficier



M. Fodé Ndiaye, Coordinateur Résident des Nations Unies au Rwanda, remet un équipement à l'un des ex-combattants qui ont terminé une formation professionnelle.

des programmes gouvernementaux tels que Girinka, les coopératives, VUP, entre autres à travers l'intégration et le plaidoyer.

ENFANTS EX-COMBATTANTS

Outre les personnes âgées, la RDRC accueille également des enfants ex-combattants qui suivent une éducation civique dans un centre spécifique.

« Nous les formons à devenir de bons citoyens, leur apprenons à lire et à écrire et d'autres formations civiques. C'est parce que beaucoup de ces enfants sont nés dans les jungles de la RDC, et ce que leurs parents leur ont appris était d'être de bons soldats », a déclaré Mme Nyirahabineza.

« Nous leur proposons également une formation technique pour les doter de compétences nécessaires pour créer leurs propres emplois en utilisant les outils et équipements fournis par la commission après leur licenciement. »

RÉALISATIONS

Les données de la RDRC montrent qu'au fil des ans, la commission a démobilisé et réintégré plus de 70 062 ex-combattants et a aidé 13 852 de leurs personnes à charge. Parmi eux, 45 368 sont des ex-combattants de l'Armée patriotique Rwandaise, 12 969 sont des ex-FAR et 11 725 d'autres groupes armés.

Lors de la réinsertion, la commission fournit un soutien financier aux ex-combattants pour leurs besoins de

base. Cela comprend 120 000 Frw pour chaque ex-combattant réintégré à la vie civile.

« Nous facilitons également le regroupement familial parmi les ex-combattants, car certains d'entre eux reviennent après avoir été séparés de leur famille en RDC. Lorsqu'ils reviennent séparément, nous facilitons la réunion des conjoints et des enfants. Les familles ont pu commencer une nouvelle vie au Rwanda ensemble », a déclaré Mme Nyirahabineza.

ÉGALITÉ DES SEXES MAINTENUE

La commission respecte pleinement l'égalité des sexes dans l'accueil, la réinsertion et la démobilisation des ex-combattants, selon la présidente.

Après avoir reçu des Rwandais rapatriés, qui sont dans la plupart des cas remis à la commission par RDF, la commission veille à ce que les femmes et les filles soient reçues par des collègues femmes au sein de la commission RDRC ; il en va de même pour les femmes ex-combattantes qui sont rapatriées de la République Démocratique du Congo.

« Cela est fait pour garantir qu'une attention particulière soit accordée à ces ex-combattantes car elles ont des besoins spécifiques », a-t-elle déclaré.

« Mais il n'y a pas de discrimination fondée sur le sexe ; les hommes et les femmes sont tous traités et soutenus sur un pied d'égalité ».

PARTENAIRES RDRC

La commission ne travaille pas de manière isolée, elle travaille avec d'autres institutions gouvernementales et partenaires donateurs pertinents, notamment le PNUD et l'ONU Femmes, GIZ, JAICA, entre autres.

Mme Nyirahabineza a souligné la mise en œuvre réussie d'un projet visant à ancrer la paix et la sécurité dans la région des Grands Lacs.

Le projet, financé par le PNUD et ONU Femmes, s'est concentré sur le rapatriement des ex-combattants des FDLR, où un total de 1653 ex-combattants et leurs personnes à charge ont été rapatriés au Rwanda.

Le projet s'est achevé le 30 septembre 2021.

« Je tiens à exprimer ma sincère gratitude au PNUD et à ONU Femmes qui ont aidé à financer l'ensemble du projet », a-t-elle déclaré.

Des ex-combattants à leurs personnes à charge, en passant par les enfants et les femmes, le projet s'est efforcé de trouver des solutions pacifiques.

Le projet a aidé certaines femmes victimes de violence sexiste, pendant leur séjour en RDC, à bénéficier d'un traitement et d'une réadaptation.

Les ex-combattants des FDLR ont également été formés et soutenus dans la mise en place de projets générateurs de revenus.

« Nous leur avons récemment rendu visite et il a été constaté qu'ils ont amélioré leur niveau de vie grâce à l'élevage et à l'agriculture commerciale. Ils ont construit leurs propres maisons ; elles ont formé des coopératives, grâce au financement du PNUD et de l'ONU Femmes », a-t-elle déclaré.

Les rapports indiquent que des informations positives aux membres des FDLR de retour en RDC sont déjà en train de changer leur état d'esprit pour envisager le rapatriement librement consenti.

« Il s'agit d'une grande réalisation en termes de consolidation de la paix et de sécurité non seulement au Rwanda mais dans l'ensemble de la région », a déclaré



La commission ne travaille pas de manière isolée, elle travaille avec d'autres institutions gouvernementales et partenaires donateurs pertinents, notamment le PNUD et l'ONU Femmes, GIZ, JAICA, entre autres.

la Présidente.

Selon elle, les ex-combattants jouent un rôle vital en sensibilisant ceux qui se trouvent encore dans les jungles de la RDC à rentrer pacifiquement au Rwanda en les assurant de leur sécurité à leur retour.

Malgré la fin de ce projet particulier, la commission reste déterminée à travailler avec d'autres partenaires au développement pour consolider la paix et la sécurité au Rwanda et dans la région des Grands Lacs, a déclaré Mme Nyirahabineza.

PLANS FUTURS

La commission prévoit d'étendre Mutobo DC en tant que centre d'excellence pour fournir des programmes non seulement aux Rwandais mais aussi à d'autres pays, avec d'autres programmes qui devraient être introduits, selon la présidente.

« Nous souhaitons que les ex-combattants deviennent une base pour la paix et la sécurité au Rwanda

et dans la région, en fournissant les meilleures pratiques », a déclaré Mme Nyirahabineza.

La commission a travaillé avec les pays étrangers pour les aider à établir leurs commissions pour démobiliser les anciens soldats en République centrafricaine, au Soudan du Sud, au Népal et en Colombie, entre autres.

FORMATION TECHNIQUE DES EXCOMBATANTS

Entre temps, grâce au projet de consolidation de la paix qui vient de s'achever, la commission s'est lancée dans une formation professionnelle pour lutter contre le chômage des ex-combattants.

Les ex-combattants et les personnes à leur charge suivent une formation technique et professionnelle de six mois dans divers métiers tels que la couture, la construction, la soudure, l'agriculture, la coiffure, dans diverses écoles d'EFTP travaillant avec la commission.

Les lauréats de la formation professionnelle reçoivent les outils nécessaires pour leur permettre de créer leur propre emploi.

« La chose la plus importante est que la commission a autorisé les femmes, les fils et les filles d'anciens combattants âgés et incapables de participer à la formation technique, car cela aiderait ces familles à sortir de la pauvreté grâce à ces jeunes », a déclaré Mme Nyirahabineza.

« Nous proposons également une éducation formelle aux ex-combattants, à leurs femmes et à leurs enfants pour garantir qu'ils acquièrent les compétences nécessaires sur le marché du travail. »

Le Général de Brigade John Bagabo salue le rôle de la réintégration dans la consolidation de la paix

Le Général de Brigade John Bagabo, commissaire à la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration (RDRC), a salué la coexistence pacifique des ex-combattants des différents groupes armés du pays.

Dans une interview, le Général de Brigade Bagabo a abordé des sujets allant de la démobilisation et de la réintégration des ex-combattants à son rôle dans la consolidation de la paix.

Le rôle de la commission dans la promotion de la paix et de l'unité, qui avait échappé au pays avant la lutte de libération de 1994, est essentiel.

Le Général de Brigade Bagabo a souligné que les ex-FAR étaient intégrés aux Forces de Défense Rwandaises (RDF) alors qu'ils se sont battus pendant la guerre de libération.

« Pour d'autres ex-combattants des FDLR, le RUD Urunana et le CNRD ont été aussi réintégrés dans les communautés. Si l'on est capable d'unir toutes ces factions et de s'assurer qu'elles travaillent maintenant ensemble pour atteindre un objectif commun, cela signifie que nous avons beaucoup accompli dans la construction de la paix et de l'unité », a déclaré le Général de Brigade Bagabo, commissaire de la RDRC en charge de Kigali.

« La commission a obtenu une reconnaissance louable en raison de son approche de la consolidation de la paix, de l'unité et de la réconciliation entre les Rwandais, y compris parmi ceux qui ont appartenu à des groupes armés et ceux qui ont servi dans l'Armée Patriotique Rwandaise (APR), qui sont maintenant engagés dans des activités de développement », a-t-il ajouté.



Général de Brigade John Bagabo, commissaire à la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration (RDRC)

Le Général de Brigade Bagabo a commencé son récit par le processus de démobilisation et de réintégration des ex-combattants dans la vie civile qui, selon lui, peut être clairement compris du point de vue de l'histoire Rwandaise.

Pendant la guerre de libération de 1990, le moment est venu de conclure un accord de paix à Arusha, en Tanzanie, en 1993, qui nécessitait la fusion des forces du Front Patriotique Rwandais (FPR) et des FAR sous une seule force gouvernementale.

Il est regrettable que l'avion de l'ancien Président Juvénal Habyarimana ait été abattu et que le FPR ait finalement libéré le pays, a-t-il déclaré.

Les termes des pourparlers de paix d'Arusha de 1993 ont été mis en œuvre par le Front Patriotique Rwandais ; l'un

d'eux étant la création d'une agence chargée de démobiliser et de réintégrer les ex-combattants à la vie civile.

En conséquence, en 1997, le gouvernement a commencé à démobiliser les soldats de l'APR alors que certains des FAR avaient rejoint le FPR ou avaient fui vers la République démocratique du Congo, a-t-il rappelé.

« Le but de tous ces efforts était de favoriser la paix et la sécurité dans le pays conformément aux pourparlers de paix d'Arusha », a-t-il déclaré.

La commission ne s'est pas arrêtée à démobiliser les soldats de l'APR de 1997 à 1998 et 2003.

« Pendant ce temps, nous avons commencé à enregistrer les soldats des FAR qui n'avaient pas rejoint l'armée

nationale mais sont restés dans les villages et ceux qui servaient mais voulaient être démobilisés, et grâce à ce processus, nous avons enregistré plus de 12 000 ex-combattants », a-t-il déclaré.

Il a énuméré une litanie d'actions du processus de démobilisation, y compris la sensibilisation des ex-combattants sur la formation de coopératives, l'entrepreneuriat et un soutien financier pour s'assurer qu'ils sont pleinement équipés pour commencer une nouvelle vie.

Il a déclaré, en outre, que le gouvernement s'était également engagé à fournir des bourses aux ex-combattants pour les aider à réintégrer l'éducation formelle, y compris l'enseignement primaire et secondaire, afin qu'ils puissent acquérir les compétences nécessaires dans différents secteurs de l'économie.

Il a également signalé certains ex-combattants vivant avec une déficience physique qui avaient besoin d'une attention particulière en plus du soutien financier qui leur était accordé car ils ne pouvaient pas en faire bon usage en raison de leurs conditions physiques.

« Nous avons créé l'unité médicale et de réadaptation qui s'occupe spécifiquement de ce groupe d'ex-combattants. C'est à cette époque que la commission a proposé le programme de construction de maisons modernes pour les ex-combattants vulnérables », a-t-il déclaré.

Il a rappelé que le processus s'est poursuivi jusqu'à ce que le gouvernement commence à démobiliser les soldats des RDF, ce qui est venu comme un programme supplémentaire au sein de la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration.

Comme expliqué, les combattants ex-FAR avaient fui le pays et rejoint ou formé des groupes armés qui étaient à l'avant-garde de la déstabilisation du pays tels que les FDLR, le RUD Urunana, entre autres.

Une autre percée pour la commission a été le lancement d'un programme spécifique pour garantir que les



Général de Brigade John Bagabo prend la parole lors d'une précédente fonction

membres des groupes armés retournent pacifiquement dans leur pays.

Ainsi, le gouvernement a commencé à les mobiliser et à les appeler à revenir et à rejoindre le reste des ex-combattants pour construire leur pays, a-t-il déclaré.

« Certains des ex-combattants sont placés sous la force de réserve et sont engagés dans divers programmes visant à assurer la paix et la sécurité au Rwanda. »

Les démobilisés comprennent des enfants, des femmes et des soldats handicapés physiques qui font partie des ex-combattants vulnérables.

Notre accompagnement s'appuie sur le programme gouvernemental des statuts économiques et sociaux ; tels que les personnes vulnérables qui sont beaucoup plus considérées et aussi bien que d'autres catégories d'Ubudehe, a-t-il déclaré.

La RDRC relève du Ministère des collectivités locales qui s'occupe de la protection sociale.

Selon la commission, la vulnérabilité ne signifie pas une déficience physique car la commission a des personnes handicapées physiquement mais qui sont plus aisées économiquement ; pourtant, il y a d'autres ex-combattants qui sont en bonne santé mais qui sont vulnérables et ont besoin de soutien.

La construction de maisons pour les soldats démobilisés est uniquement destinée aux ex-combattants vulnérables, qu'ils vivent avec un handicap physique ou qu'ils soient en

bonne santé physique.

Ceci est également conforme aux programmes du MINALOC ciblant la même catégorie de personnes vulnérables.

« La commission ne discrimine pas les ex-combattants sur la base des anciens services rendus aux RDF, aux FDLR ou aux ex-FAR, car ce sont tous des Rwandais qui ont déjà servi et ont été démobilisés et réintégrés à la vie civile », a déclaré le Général de Brigade Bagabo.

La commission fournit également une assistance médicale aux ex-combattants qui n'ont pas la possibilité d'accéder ou d'acquérir un traitement médical.

Mais en tant que commission, nous ne pouvons pas obtenir toutes les ressources nécessaires, ce que nous faisons est d'engager d'autres parties prenantes et partenaires tels que le public et le privé par le biais du plaidoyer, a-t-il déclaré.

DÉFIS

Le Général de Brigade Bagabo a fait valoir que les résultats positifs l'emportent sur les défis rencontrés.

« À commencer par ceux qui reviennent des jungles de la RDC et d'autres pays ; nous les recevons et leur apportons le soutien nécessaire, mais quelques-uns d'entre eux décident de retourner dans les forces négatives, mais font quand même rapport comme quoi ils ont goûté à la belle vie au Rwanda », a-t-il déclaré.



Ex-combattants ayant suivi une formation professionnelle à Mutobo DC en octobre 2019

« Je souhaiterais que tous ces gens dans les jungles de la RDC reviennent et aident à reconstruire leur pays à la place. »

Le recrutement des groupes armés se fait principalement à travers les camps de réfugiés au Congo, mais par rapport au nombre de personnes recrutées et de ceux qui retournent au Rwanda, c'est un signe clair qu'ils n'ont pas la capacité de supporter le niveau auquel le les réfugiés rentrent pacifiquement.

« De plus, ceux qui sont recrutés dans les forces négatives ont abandonné en raison des fausses informations sur le Rwanda et du non-respect des promesses creuses des dirigeants des groupes armés », a-t-il déclaré.

Cette position est attribuée aux informations positives sur le Rwanda, les programmes que la commission a lancés pour aider les ex-combattants des groupes armés, le niveau de soutien et la manière dont il les aide à réintégrer leurs familles.

Toutes ces informations, a-t-il dit, parviennent à ceux qui se trouvent dans la jungle et ils choisissent de revenir plutôt que de continuer à mener des batailles infructueuses.

Les ex-combattants qui souhaitent retourner au Rwanda ont du mal à le faire en raison des entraves mises en avant par leurs dirigeants, selon

les témoignages, retardant ainsi le processus, car ils doivent le cacher par peur de leur vie, jusqu'à ce qu'ils soient rapatriés avec succès.

« Ceux qui ne veulent pas que d'autres Rwandais reviennent sont ceux qui ont été impliqués dans des crimes contre l'humanité et le Génocide de 1994 contre les Tutsis. Ils craignent à cause des crimes qu'ils ont commis et décident de garder en captivité le reste des membres du groupe », a déclaré Bagabo.

Pourtant, le gouvernement a fait beaucoup pour s'assurer que ces personnes ne continuent pas à vivre en liberté et à garder les réfugiés en captivité.

Il a cité des ressources limitées parmi les défis pour assurer le succès du processus de réintégration, la construction de maisons pour les ex-combattants vulnérables, la fourniture d'installations de santé et un soutien financier accru pour tous.

Mais le Brig. Général Bagabo a déclaré qu'il était convaincu que le défi serait relevé.

Nous espérons qu'à mesure que les ressources continueront d'être mises à disposition, la commission sera en mesure d'atteindre tous les ex-combattants, a-t-il déclaré.

GESTION DES ENFANTS EX-COMBATTANTS

Des Rwandais qui ont fui vers la RD Congo à un jeune âge ou ceux qui sont nés dans les camps, à leur retour, la commission utilise des personnes qui sont revenues avec eux pour localiser leurs familles et villages afin de les aider à se réunir avec les membres de leur famille qui sont au Rwanda. Il y a des cas où les enfants reviennent mais leurs parents restent en RD Congo.

« La plupart du temps, ils nous aident à identifier plus facilement leurs familles. Mais ceux qui ont moins de 18 ans et n'ont pas de famille ou ne savent pas ou ne se souviennent pas où se trouvent les membres de leur famille, la commission continue de rechercher les familles ou de les réintégrer dans la communauté Rwandaise et continue de les soutenir si nécessaire », a déclaré le commissaire.

« Nous les attachons à la force de réserve jusqu'à ce qu'ils soient suffisamment matures pour vivre de manière indépendante. »

UN MESSAGE

Aux ex-combattants qui ont été pleinement réintégrés, le général de Brigade Bagabo a déclaré qu'il est vital pour eux de comprendre que tout le soutien commence par les autorités locales, comme la construction de maisons pour les familles vulnérables, l'éducation, les établissements de santé et d'autres services de soutien comme l'agriculture. .

Ils doivent également participer activement aux programmes gouvernementaux. Il a souligné que la porte est ouverte pour ceux qui se trouvent encore dans les jungles de la RD Congo, de peur de rentrer au Rwanda pour affronter la justice.

« Je dois leur dire qu'il y a une grâce présidentielle. Beaucoup sont revenus et ils ont été graciés par le même processus », a-t-il déclaré.

« Je les exhorte à rentrer, le pays a besoin d'eux, ils ne peuvent pas réaliser leurs motivations égoïstes, et les Rwandais ne veulent plus retourner dans l'insécurité.

Miss Rwanda 2021 fait un don aux ex- combattants handicapés

Miss Rwanda 2021 Grace Ingabire s'est associée au HVP Gatagara pour faire don de divers matériels aux ex-combattants handicapés pendant la lutte de libération de 1994.

Le matériel, y compris des tricycles pour handicapés, des équipements de prothèse, entre autres articles, a été remis récemment aux bénéficiaires dans le village de Nyarugunga, district de Kicukiro.

En remettant le don, Ingabire a félicité les ex-combattants pour leur action héroïque et leur sacrifice qui ont conduit à la libération du pays.

Incluant la direction du HVP Gatagara, la visite a été organisée en guise de remerciement aux ex-combattants pour leur contribution à la libération du pays qui a inauguré la paix et la sécurité souhaitées dans le pays.

Mlle Ingabire a déclaré qu'il est important de mobiliser les jeunes

pour qu'ils aiment toujours leur pays et protègent jalousement ce qui a été réalisé.

« J'ai planifié cette visite pendant que les Rwandais célébraient le jour de la libération 2021 ; mais je n'ai pas pu venir en raison des restrictions de Covid-19 jusqu'à aujourd'hui », a-t-elle déclaré.

Elle a déclaré que les jeunes reconnaissent que les efforts des ex-combattants handicapés dans la libération du pays n'ont pas été vains, car ils sont le fondement de la paix, de la sécurité et du développement économique actuels au Rwanda.

S'adressant aux ex-combattants, Mlle Ingabire a déclaré que le matériel qu'elle leur a donné était "un signe d'amour profond et de considération pour leur contribution désintéressée à la paix et à la sécurité du pays".

« Vous êtes des personnes d'une grande

valeur dans nos vies, en raison de votre rôle », a-t-elle déclaré.

Elle a également félicité la direction du HVP Gatagara pour son partenariat dans l'obtention des matériaux donnés.

Jean Pierre, le représentant du HVP Gatagara a expliqué que son institution s'est associée à la RDRC, la raison pour laquelle elle a collaboré avec Miss Rwanda pour visiter les ex-combattants.

« Nous sommes heureux de cette visite, nous avons une relation de travail avec RDRC dans la mise en œuvre de diverses activités visant à prendre en charge les ex-combattants handicapés. Nous les aimons dans nos cœurs et nous continuerons à leur apporter le soutien nécessaire dont ils ont besoin », a-t-il assuré.

Le Général de Brigade John Bagabo, commissaire de la RDRC en charge de la ville de Kigali, a salué Miss Rwanda et d'autres concours de beauté passés pour leur partenariat avec la commission qui, selon lui, montre que les jeunes sont fiers du développement du pays.

Il a appelé les bénéficiaires du don à les entretenir en toute sécurité et à toujours maintenir la discipline dans leur vie quotidienne



Miss Rwanda 2021 Grace Ingabire (L) interagit avec des ex-combattants à Nyarugunga, district de Kicukiro lors de la cérémonie de donation

Le commissaire de la RDRC, Mutarambirwa, affirme que les ex-combattants redéfinissent leur visage après leur réintégration



Certains des bénéficiaires de la RDRC, après avoir terminé leur formation technique

Les membres de groupes armés Rwandais nourrissent des idéologies de Génocide pendant leur séjour en RD Congo et sont divisés selon leurs localités géographiques au Rwanda, l'une des raisons pour lesquelles ils rejoignent diverses formations telles que les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), le RUD Urunana, le Front de libération nationale (FLN), entre autres.

Mais après avoir été démobilisés et réintégrés, ils vivent en harmonie avec les autres Rwandais et jouent un rôle essentiel pour assurer la sécurité dans les villages, selon la Commission

Nationale de Démobilisation et de Réintégration (RDRC).

« Lorsqu'ils décident de rentrer au Rwanda depuis des groupes armés, ils oublient leurs différences passées et arrivent avec un nouvel état d'esprit. C'est aussi parce que de nombreuses croyances qui divisent sont semées par leurs dirigeants respectifs et qu'ils n'ont qu'à obéir aux règles », a déclaré le commissaire Elie Mutarambirwa, dans une interview.

« Une fois réintégrés dans les communautés, ils sont maintenant des individus transformés qui sont prêts à se soutenir mutuellement pour

atteindre leurs objectifs financiers et à collaborer avec le reste des membres de la communauté pour transformer leur communauté économiquement. »

Les ex-combattants des jungles de la RD Congo et d'autres pays voisins, à leur arrivée au Rwanda, sont d'abord emmenés à Mutobo DC pour un programme d'orientation préalable à la démobilisation.

Le programme couvre une série de formations sur l'histoire du Rwanda, le développement économique, l'unité et la réconciliation, les lois régissant le pays, l'entrepreneuriat et d'autres compétences de vie.

Le temps passé à Mutobo DC dépend de la façon dont on a été rapatrié. Ceux qui ont été capturés et rapatriés de force mettent six mois pour terminer la formation tandis que ceux qui sont volontairement rentrés au Rwanda mettent trois mois.

« Lorsqu'ils ont terminé la formation, nous les réintégrons dans des communautés où ils vivent avec d'autres résidents dans les villages, les cellules, les secteurs et les quartiers. Une fois arrivés là-bas, ils vivent en harmonie avec le reste des citoyens, qui comprennent des soldats en service et d'anciens soldats des RDF et d'autres catégories de résidents », a déclaré Mutarambirwa.

« Les ex-combattants qui sont réintégrés dans les communautés ont une vision claire pour travailler et transformer leur vie autrement que de causer des menaces à la sécurité. »

Mutarambirwa a déclaré que des rapports ont montré que certains des problèmes de conflits impliquant des ex-combattants émanent des niveaux familiaux, en raison de la propriété et du partage des terres qui pourraient ne pas avoir pris en compte les ex-combattants au sein de leurs familles. Mais les dirigeants locaux interviennent pour résoudre de tels problèmes au sein de leurs familles, sans constituer une menace pour la sécurité, a-t-il déclaré.

Selon la RDRC, les ex-combattants contribuent à la paix et à la sécurité en vivant en harmonie avec les autres résidents et en travaillant ensemble pour promouvoir le développement du pays.

Mutarambirwa pointe du doigt ceux qui ont fui le Rwanda après avoir participé au Génocide de 1994 contre les Tutsis, notant que lorsqu'ils sont arrivés dans les jungles de la RDC, ils ont continué à nourrir des idéologies négatives au sein de leurs camps.

Il a mis en garde contre les mensonges sur le Rwanda qui, selon lui, circulent largement dans les camps de réfugiés.

Lorsqu'ils sortent de ces camps et décident de rentrer, beaucoup sont surpris de constater que toutes les



Commissaire Elie Mutarambirwa

Selon la RDRC, les ex-combattants contribuent à la paix et à la sécurité en vivant en harmonie avec les autres résidents et en travaillant ensemble pour promouvoir le développement du pays.

informations qu'on leur a données sur le Rwanda étaient fausses et loin de la vérité, a-t-il dit.

Ils trouvent des routes goudronnées et d'autres infrastructures bien développées, des citoyens vivant en harmonie, tout est bien différent des informations qu'ils partageaient autrefois en RDC.

En outre, il a déclaré que les cours d'unité et de réconciliation à Mutobo DC aidaient les ex-combattants à vivre en paix avec chaque personne.

Ces programmes de formation aident à façonner à la fois l'état d'esprit et la préparation physique des ex-combattants à commencer une nouvelle vie dans leur pays d'origine et à oublier leur passé et leur mauvaise expérience en République démocratique du Congo, a-t-il déclaré.

« Un autre facteur important qui permet aux ex-combattants de s'adapter si rapidement est leur carrière militaire passée. Cela les aide à conceptualiser et à comprendre facilement les programmes et la vérité sur le Rwanda. »

Selon le commissaire, une fois que les ex-combattants sont au Rwanda, ils conçoivent des idées positives et il leur suffit de travailler ensemble pour transformer leur statut social et financier.

Pendant leur séjour à Mutobo DC, ils font preuve d'une bonne moralité en mangeant et en jouant ensemble malgré leurs différences passées.

UN MESSAGE

Mutarambirwa a exhorté les ex-combattants à faire preuve d'une grande discipline de la part des soldats et à travailler dur pour améliorer leur niveau de vie. C'est parce que beaucoup d'entre eux ont perdu beaucoup de temps en RDC et qu'ils doivent travailler plus dur pour atteindre le niveau de statut économique souhaité, a-t-il déclaré.

Il leur a également conseillé de respecter leurs dirigeants à différents niveaux de gouvernance, affirmant que les dirigeants existent pour répondre à leurs préoccupations.

« Pour ceux qui sont encore dans les jungles de la RDC, je les appelle à rentrer pacifiquement au Rwanda, leur pays d'origine car leur mission n'est qu'une perte de temps qui ne les mènera nulle part. Ils devraient revenir et rejoindre le reste des ex-combattants qui participent déjà à la construction de la nation », a-t-il déclaré.

« Nous avons des ex-combattants qui ont énormément transformé leur vie grâce à des activités génératrices de revenus et qui devraient être imités. »

Rosette Kankera

cherche à soutenir sa famille avec des compétences nouvellement acquises

Rosette Kankera est sur le point de terminer un cours de couture visant à l'autonomiser et à changer son cheminement de carrière au Centre de démobilisation de Mutobo.

Au centre, tous les ex-combattants exercent un métier particulier de leur choix, visant à les aider à lutter contre le chômage après leur démobilisation.

« La raison pour laquelle j'ai décidé d'étudier la couture à Mutobo est que c'est un moyen simple et facile de générer des revenus. Je peux utiliser les compétences acquises pour gagner de l'argent et m'occuper de mes enfants », a-t-elle déclaré.

Ex-combattant au grade de sergent, Kankera a rejoint le groupe armé FDLR en 1999.

Elle avait fui le Rwanda pour s'installer en République démocratique du Congo.

Née en 1980 dans la cellule Kayabagarura, district de Muzanze, Kankera a rejoint le groupe armé à l'âge de 18 ans. Elle se souvient de ses expériences de vie en tant que femme membre d'un groupe armé comme étant compliquées.

« Je ne pouvais pas obtenir ce que je voulais en tant que femme, ni l'obtenir à temps. En tant que combattant, vous n'avez pas l'exception des opérations militaires, vous suivez les ordres. S'ils disaient que nous devons attaquer une certaine cible, je devais y aller comme les autres sans excuses », a-t-elle déclaré.

Elle a ajouté que si cela signifiait transporter du matériel lourd pendant la guerre ou l'évacuation par crainte d'une attaque, les femmes devaient travailler avec leurs homologues masculins.

Cela comprenait également le maintien



Rosette Kankera

de la sécurité de nuit dans leur camp militaire.

RETOUR RETARDÉ

Kankera fait partie des récents ex-combattants rapatriés de la République démocratique du Congo qui suivent un cours d'orientation préalable à la libération.

Elle avait souhaité rentrer beaucoup plus tôt mais, comme beaucoup d'autres, elle a été retenue en raison de fausses informations sur le Rwanda qui circulaient dans leurs camps.

« Nous pensions que si l'un d'entre nous retournait au Rwanda, nous serions exécutés ou emprisonnés. Mais d'après ce que j'ai observé, j'ai conclu que l'information était totalement fausse. J'ai même rencontré d'autres personnes qui ont appartenu à des groupes armés mais qui vivent maintenant librement », a-t-elle déclaré.

COMMENT ELLE EST RETOURNÉE

Lorsque Kankera a conçu, elle a décidé d'abandonner le groupe armé. Choissant la vie civile, elle s'installe à Goma tandis que son mari reste dans la jungle. Mais cela a marqué le début de son voyage de retour.

« Lorsque j'ai accouché en décembre 2019, mon mari est venu me rendre visite à Goma où il a été capturé et rapatrié au Rwanda. J'ai décidé d'aller au HCR pour négocier mon retour volontaire au Rwanda car je ne pouvais pas supporter de vivre sans mon mari », a-t-elle déclaré.

Elle est finalement retournée au Rwanda le 27 décembre 2019, après quoi elle a été réintégrée chez elle avec la famille de son mari, dans le district de Gakenke.

Au bout de huit mois, mon mari m'a rejoint et nous avons passé près d'un mois ensemble jusqu'en octobre 2020, date à laquelle nous avons été appelés à suivre une éducation civique à Mutobo DC.

Elle a salué le leadership Rwandais qui, selon elle, donne accès aux activités économiques et à l'éducation à tous ses citoyens sans discrimination.

RÉALISATIONS

« Malgré le fait que je ne vivais pas avec mon mari, en huit mois, je me suis lancée dans la culture de la banane et je suis sur le point de récolter », a-t-elle déclaré.

Kankera a également commencé la porcherie au cours de cette courte période. Elle a également reçu une vache dans le cadre du programme Girinka.

Elle lance un appel à d'autres Rwandais encore dans la jungle pour qu'ils soient rapatriés.

« Le programme de rapatriement est très important pour les ex-combattants. De retour en RD Congo, il n'y a pas de sécurité ; ils passent des nuits à fuir pour sauver leur vie, mais au Rwanda, la sécurité est totale, les gens sont installés et vaquent à leurs propres affaires », a-t-elle déclaré.

Pour les femmes qui sont toujours en RD Congo, Kankera leur conseille de changer d'avis et de retourner dans leur pays d'origine pour le bien de leurs enfants.

« Leurs enfants manquent d'école en RD Congo, mais ils ont besoin d'éducation pour assurer leur avenir », a-t-elle déclaré.



Des ex-combattants affichent leurs compétences à l'IPRC Huye

Les compétences professionnelles font face au défi de l'emploi parmi les ex-combattants et les personnes à charge

Tête baissée, des ex-combattants jeunes et plus âgés et leurs personnes à charge sont concentrés sur la mise en valeur des compétences particulières acquises, dans des ateliers remplis de machines qui les aideront à gagner leur vie.

Des dizaines d'ex-combattants en herbe et leurs dépendants soudeurs, tailleurs, mécaniciens de véhicules automobiles et autres étudiants en formation professionnelle ont montré leurs compétences.

C'était lors d'un événement organisé pour les responsables de la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration (RDRC), qui ont visité neuf centres

d'enseignement et de formation techniques et professionnels où des ex-combattants sont inscrits.

Les visites ont eu lieu entre le 17 et le 21 mai 2021, afin d'évaluer comment les ex-combattants gèrent la formation aux compétences techniques dans les centres de différentes régions du pays.

En outre, la visite visait à suivre de près la façon dont les ex-combattants des phases 65 et 67, avec leurs personnes à charge, suivaient leurs cours, la qualité de la formation qui leur était proposée et à identifier et relever les défis rencontrés dans les centres de formation.

Les compétences professionnelles sont proposées aux ex-combattants et à leurs ayants droit dans le cadre d'une lutte contre le chômage.

La RDRC a conclu un protocole d'accord avec neuf écoles professionnelles certifiées dans différentes provinces du pays pour fournir des compétences professionnelles aux ex-combattants et à leurs personnes à charge, car cela offre de meilleures perspectives d'emploi.

L'IPRC Huye, l'une des écoles professionnelles sélectionnées, compte jusqu'à 23 ex-combattants qui suivent un cours de soudure de six mois.

Les étudiants font partie des ex-combattants démobilisés de la 65e phase. Les jeunes et les hommes d'âge moyen ont démontré leurs compétences en soudure, affichant la confiance que leur avenir serait prometteur.

Venant Uzabakirih, l'un des étudiants en formation de soudure du secteur de Tumba dans le district de Huye, a déclaré qu'il semble avoir une vie meilleure par rapport à leur mode de vie précédent en RD Congo.

Son rêve est d'ouvrir son propre atelier de soudure et de fabrication de métaux après avoir terminé le programme de formation, expliquant que le pays a besoin de soudeurs dans son industrie de la construction.

Jean Paul Nyirimana, un autre étudiant en soudage, a expliqué que la formation qu'il a reçue à Mutobo DC a été un tournant dans sa vie. Depuis sa démobilisation, ses plans sont de changer sa vie pour le mieux et de travailler au développement inclusif du pays.

Le sergent-major, en retraite, Moise Mbarushimana, représentant des étudiants à l'IPRC et ancien combattant des FDLR du district de Huye, a déclaré lors de son rapatriement qu'il avait réalisé à quel point le Rwanda était en sécurité avec des citoyens travailleurs, ce qui lui donnait confiance en leur avenir.

Mbarushimana, 46 ans, a déclaré qu'il s'attend à ce que les compétences techniques acquises l'aident à créer son propre emploi. Il a noté que le soutien financier qui leur a été accordé par la RDRC leur a offert un bon départ pour construire et transformer leur vie.

M. Francis Musoni, le secrétaire général de la RDRC, a assuré aux étudiants que les compétences professionnelles les aideront à trouver des emplois convenables ou à créer le leur.

Il a exhorté les ex-combattants à se consacrer pour s'assurer qu'ils réussissent non seulement à terminer cette formation, mais aussi



Ex-combattants dans un atelier à l'IPRC Huye

à utiliser les compétences acquises pour se sortir de la pauvreté.

M. Musoni a promis aux étudiants qu'une fois la formation terminée, le RDRC leur fournirait des kits de travail basés sur leurs domaines d'études pour mettre en pratique leurs compétences pour la génération de revenus.

Il a conseillé aux ex-combattants de former des coopératives pour renforcer leur plan d'épargne en tant qu'équipe qui pourrait être étendue aux usines.

Le commissaire de la RDRC en charge de la province du Sud, David Munyurangabo, a appelé les ex-combattants à observer la discipline à l'école, à travailler dur et à rester responsables lorsqu'ils utilisent le matériel de la RDRC qui leur serait donné après la formation.

Il leur a également conseillé d'apprendre à trouver des solutions à leurs défis puisque le gouvernement leur a déjà accordé un soutien préliminaire.

Les informations de la RDRC montrent que les ex-combattants qui se sont inscrits dans l'enseignement technique ont pu mettre en place leurs propres projets générateurs de revenus, et qu'ils sont en mesure de répondre aux besoins de leur famille par rapport à la période antérieure à leur formation technique.

Depuis 2006, le RDRC a introduit un volet de soutien aux ex-combattants vulnérables qui avaient été réintégrés

dans les communautés, mais qui étaient restés plus pauvres malgré le soutien financier.

La fenêtre de soutien aux personnes vulnérables est destinée à permettre aux ex-combattants de se réinscrire dans les écoles, de suivre une formation technique et de s'assurer qu'ils commencent des activités génératrices de revenus en fonction de leurs domaines de prédilection.

DON BOSCO NYAMAGABE: Entretiens, à l'école d'EFTP Don Bosco Nyamagabe dans la province du sud du district de Nyamagabe, 37 élèves, dont des ex-combattants et leurs personnes à charge, étudient la couture et la mécanique automobile.

L'équipe de la RDRC a tenu des réunions avec la direction de l'école et les bénéficiaires sur diverses questions, notamment la qualité de la formation, les défis rencontrés et l'environnement d'étude.

L'équipe a également effectué une visite des installations de formation utilisées par les ex-combattants.

Les progrès et les compétences acquises jusqu'à présent se sont avérés impressionnants, selon les témoignages des bénéficiaires. Huit étudiants entreprenant des travaux de mécanique automobile ont démontré les compétences acquises jusqu'à présent en démontrant à la délégation en visite comment réparer les moteurs de véhicules automobiles défectueux.

Après avoir visité le garage, la

délégation a rencontré 29 étudiants en couture, qui ont également présenté leurs compétences en tricotant des jupes et des masques faciaux utilisés pour empêcher la propagation de la pandémie de Covid-19.

La délégation de la RDRC a apprécié la façon dont les étudiants étaient formés et leurs capacités d'apprentissage rapide pour acquérir de telles compétences dans les quatre semaines suivant l'étude. Les étudiants ont assuré l'équipe de visite qu'ils utiliseraient les compétences acquises pour démarrer des activités génératrices de revenus.

JEAN DE DIEU SENGIYUMVA, 22 ans, ancien enfant ex-combattant, s'est dit prêt à appliquer les compétences en mécanique automobile pour gagner sa vie.

Le jeune homme de 22 ans a été enrôlé dans le groupe armé FDLR à l'âge de 14 ans en 2013 alors qu'il se trouvait en RD Congo.

Après son retour au Rwanda, la RDRC lui a permis de réintégrer sa famille dans le secteur de Kibirizi dans le district de Nyamagabe, d'où il est venu suivre une formation professionnelle à l'école d'EFTP Don Bosco.

Il a rappelé qu'en RD Congo, ils passaient la plupart de leur temps précieux à combattre ou à fuir les combats dans la jungle.

« J'étais alors un enfant et je vivais une vie difficile. Je remercie le gouvernement Rwandais de nous

avoir accordé la possibilité de revenir. Je ne peux pas avoir assez de mots pour exprimer ma gratitude à la RDRC pour tout ce qu'elle a fait pour nous depuis notre arrivée au Rwanda le 27 novembre 2018 », a-t-il déclaré.

Lors de leur rapatriement, la RDRC leur a fourni l'assistance nécessaire, y compris la facilitation pour retourner à l'école.

« C'est quelque chose de précieux car cela nous donnerait des compétences employables pour pouvoir démarrer des activités économiques afin que nous puissions prendre soin de nos familles », a déclaré Nsengiyumva.

SYLVAIN MUTABAZI, 20 ans, a rejoint l'école d'EFTP du secteur Kamegeri à Nyamagabe, où il résidait avec son père, un ex-combattant des FDLR vivant avec un handicap physique.

Il a été rapatrié du camp de Kanyabayonga en RD Congo avec ses parents dans le cadre de la phase 65 en 2018.

Comme d'autres étudiants, Mutabazi est convaincu que les compétences en mécanique automobile qu'il a acquises seront utiles à sa famille.

Le père de trois enfants est optimiste quant au fait qu'en six mois de formation, il aurait acquis suffisamment de compétences qu'il utilisera pour trouver un emploi et subvenir aux besoins de sa famille. Son plan à long terme est de construire sa propre maison.

EMERANCE MUKANDORI, 40 ans, explique qu'après avoir quitté le

Congo en 2019, elle mène une vie digne comme auparavant. Elle s'est inscrite à un cours de couture en tant que personne à charge du Sgt en retraite Byukusenge Noel, 47 ans, ancien combattant des FDLR.

« La couture est une compétence de la vie, c'est pourquoi j'ai fait beaucoup d'efforts pour en apprendre tous les aspects, comme la couture de robes et de jupes. Une fois ce cours terminé, mon plan est de démarrer une entreprise de couture pour pouvoir soutenir financièrement ma famille de huit personnes », a-t-elle déclaré.

Avant de s'inscrire à la formation, Mukandori, comme d'autres, avait reçu un soutien financier d'une valeur de 300 000 Frw de la RDRC, qu'elle a utilisé pour construire une maison dans le secteur de Cyanika dans le district de Nyamagabe.

« Je remercie le RDRC et la direction de l'école pour l'amour et l'attention qu'ils nous ont témoignés, en nous offrant de la nourriture et des boissons de qualité et en répondant à nos besoins d'apprentissage », a-t-elle expliqué.

Le Sgt en retraite Joël Ntakirutimana, un ex-combattant des ex-FAR, est un autre bénéficiaire de la formation en compétences techniques. L'homme de 49 ans du secteur de Mushubi dans le district de Nyamagabe a été démobilisé après avoir participé au programme d'orientation pré-décharge à Mutobo DC en 2004 dans le cadre de la phase six.

Il a dit qu'il considérerait cela comme une merveilleuse opportunité d'être considéré pour une formation en couture. Il espère que la couture l'aidera de plusieurs manières, après avoir terminé la formation.

« Je vais créer ma propre entreprise de couture et gagner de l'argent que j'utiliserai pour subvenir aux besoins de ma famille et payer les frais de scolarité de mes trois enfants. Je prévois également d'étendre mon entreprise de porcherie que j'ai commencée avec quatre porcs, achetés avec l'argent que j'ai reçu de la RDRC », a-t-il noté.



Un tournant pour Mugenzi et sa femme



Jean Mugenzi, un ex-combattant avec sa famille

Jean Mugenzi, un ex-combattant du groupe armé FDLR, a une histoire simple. Il est né au Rwanda, mais à l'âge de 15 ans, il a fui le pays vers la République Démocratique du Congo voisine, il y a plus de 20 ans, où il a rejoint le groupe armé.

Il a des souvenirs amers de la vie en RD Congo, alors qu'il servait sous les FDLR dans la zone de Rucuru, où il dit que la vie était dure. Ils ont dû faire face à la faim et à l'insécurité qui les ont tenus en haleine.

« Souvent, notre camp a été attaqué par l'armée congolaise (FRDC) ce qui a compliqué la vie, beaucoup d'entre nous ont été tués tandis que d'autres ont été grièvement blessés », a-t-il déclaré.

Mugenzi a rejoint les combattants des FDLR en 1998, alors qu'il n'avait que 19 ans, pour finalement rentrer chez lui en 2018.

L'homme de 42 ans est depuis rentré au Rwanda et s'est réinstallé dans le secteur de Mageragere, dans le district de Nyarugenge, avec sa femme et ses deux enfants.

Le père de deux enfants a expliqué que depuis qu'il a rejoint le groupe armé, il a profondément pensé à retourner au Rwanda. Mais ses supérieurs l'ont toujours menacé qu'il serait tué à son retour.

« J'avais l'habitude de penser à rentrer à cause des émissions de radio que je suivais sur la paix et la stabilité au Rwanda, mais nos commandants racontaient des mensonges sur le Rwanda qu'il n'était pas sûr de revenir. C'est la principale raison pour laquelle nous avons passé de nombreuses années dans la jungle », a-t-il déclaré.

Mugenzi dit que son voyage de retour a commencé au moment où il est tombé malade et que ses commandants lui ont interdit de se faire soigner. Il a plutôt été transféré au camp de Kanyabayonga protégé par la Mission des Nations Unies en RD Congo (MONUSCO).

Les FDLR avaient l'habitude d'envoyer les soldats blessés au camp, affirmant que c'était leur lieu d'attente, alors que les dirigeants poussaient à des pourparlers de paix avec le Gouvernement Rwandais pour un retour pacifique.



« La vérité, c'est qu'il n'y avait pas de telles négociations en vue. Ceux qui ont été envoyés au camp de Kanyabayonga étaient des combattants écartés incapables de poursuivre la rébellion armée. Il s'agissait principalement de personnes faibles, malades, blessées ou handicapées, ainsi que d'enfants et de femmes », a déclaré Mugenzi.

Il a ajouté qu'au camp, il a rencontré d'autres réfugiés Rwandais protégés par la MONUSCO qui l'ont soigné et soigné son mal. C'est aussi à cette époque qu'il a commencé à recevoir de bonnes nouvelles du Rwanda et, comme tout le monde au camp, il était prêt à rentrer.

La MONUSCO sensibilisait le groupe au rapatriement librement consenti et les préparait.

Malheureusement, à un moment donné, des groupes armés ont attaqué le camp, pillant tous les biens de la MONUSCO et des réfugiés. Les occupants qui attendaient leur rapatriement se sont également retrouvés les mains vides jusqu'à ce que l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, le HCR, vienne à leur secours.

« Ce qui nous est arrivé était indescriptible. Les assaillants nous ont laissés les mains vides après avoir pillé tout ce que nous avions, y compris des chaussures, des vêtements et des sacs », a expliqué Mugenzi.

« Après le raid, nous avons accéléré notre demande de rapatriement au Rwanda, et quelques jours plus tard, nous avons été aidés à rentrer par la frontière de Goma alors que la plupart d'entre nous étaient pieds nus ».

A Goma, Mugenzi et d'autres ont été reçus par les autorités Rwandaises et conduits en bus à Mutobo DC dans le district de Musanze pour une formation d'orientation préalable à la démobilisation.



Le verger de Jean Mugenzi

SURPRISES

« Après être arrivés à Mutobo, nous avions tous peur de ce qui pourrait nous arriver ensuite ; les pensées d'être tué à l'arrivée persistaient. Mais ce n'était pas le cas. Nous avons reçu un accueil chaleureux. Le personnel de la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration nous a donné tout ce dont nous avions besoin, comme de l'eau, des vêtements neufs, de la nourriture, un logement et des médicaments, à certains des membres qui étaient malades », a-t-il déclaré.

Entre-temps, l'épouse de Mugenzi, Marie Claire Mukamusonera, et ses enfants ont été transférés vers les centres de transit de Nyanza et Nyarushishi.

À Mutobo, Mugenzi et d'autres ex-combattants ont commencé un cours d'orientation avant la démobilisation, couvrant des leçons sur l'histoire du Rwanda, l'entrepreneuriat, l'unité et la réconciliation, entre autres. Les ex-combattants apprennent les sources de discrimination et de divisions parmi les Rwandais, les causes du Génocide de 1994 contre les Tutsi et comment il a été arrêté.

Ils reçoivent également une formation sur l'entrepreneuriat et sur la manière dont ils peuvent s'engager dans des activités économiques pour transformer leur vie.

RÉINSERTION

Mugenzi et sa femme vivent heureux après avoir commencé une nouvelle vie dans le district de Nyarugenge. Ils se sont lancés dans des activités économiques visant à transformer leur vie et à contribuer au développement du pays

« Nous sommes dans l'agriculture, nous pratiquons l'agriculture et l'élevage. Nous élevons des bovins et des porcs qui ont tous donné des résultats positifs. Nous utilisons l'argent généré par l'agriculture pour payer les frais de scolarité de nos enfants dans de bonnes écoles, ce que nous n'avions pas atteint

il y a 24 ans, alors que nous vivions dans la jungle de la RD Congo », a-t-il déclaré.

Mugenzi a déclaré qu'ils ont adopté les programmes gouvernementaux et sont prêts à travailler avec d'autres Rwandais pour le développement national.

Il a regretté d'avoir participé à des activités subversives contre le gouvernement d'union nationale et d'avoir perdu son temps dans la jungle.

Mugenzi et sa famille faisaient partie du groupe d'ex-combattants qui ont été rapatriés au Rwanda en 2018 par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), des jungles de la RD Congo via Goma.

S'exprimant depuis leur domicile à Mageragere, Mugenzi a expliqué que depuis Mutobo, ils ont été chaleureusement accueillis par les habitants, leurs proches et les dirigeants locaux.

Ils ont reçu des vêtements et des denrées alimentaires pour démarrer leur nouvelle vie au Rwanda.

Il pense que ceux qui diffusaient de fausses informations sur le Rwanda étaient des suspects de Génocide qui craignent d'être traduits en justice à leur retour.

Il a reçu un paquet de réinstallation de la RDRC pour lui permettre de commencer une nouvelle vie différente.

« Comme toute autre personne du groupe, j'ai d'abord reçu 60 000 Frw. J'avais l'habitude d'acheter des ustensiles, des matelas, de la nourriture et d'autres articles de base », a-t-il déclaré.

La RDRC lui a ensuite accordé 320 000 Frw en deux versements qu'il a utilisés pour démarrer certaines activités génératrices de revenus.

Il a utilisé l'argent pour acheter cinq chèvres, qui sont maintenant multipliées par neuf. Il a construit sa propre maison avec l'argent de la RDRC et le soutien

des voisins en termes de main-d'œuvre.

Il cultive des légumes et d'autres cultures comme l'igname et le manioc qui ont tous contribué à changer le bien-être de sa famille.

Je n'ai aucun problème avec l'insécurité alimentaire dans ma famille, a-t-il déclaré, ajoutant qu'ils vivent heureux en famille avec suffisamment de nourriture à manger.

Deux de ses enfants sont tous scolarisés, un en Primaire 2 tandis que le second a intégré un centre de développement de la petite enfance.

L'épouse de Mugenzi, Marie Claire Mukamusonera, avec qui ils se sont mariés en 2008 alors qu'ils étaient en RD Congo, a exprimé sa joie du type d'accueil qu'ils ont reçu en arrivant au centre de transit.

J'ai eu tout ce dont j'avais besoin, y compris de la nourriture et des soins médicaux pour mes deux enfants jusqu'à ce que je sois réinstallée à Mgeragere, a-t-elle déclaré.

« Nous avons rejoint des coopératives à Mageragere à travers lesquelles nous espérons réaliser une percée financière. Je remercie le Gouvernement Rwandais et les bons dirigeants de nous avoir donné la possibilité de rentrer chez nous », a-t-elle déclaré.

« Quand je me souviens de la vie en RD Congo, je pense que je n'aurais pas pu revenir sans le Gouvernement Rwandais.

Le secrétaire exécutif du secteur Mageragere, Christophe Ntirushwa, a déclaré que la famille de Mugenzi est un modèle dans la région.

« Nous travaillons ensemble dans tous les programmes gouvernementaux. Ils ont récemment officialisé leur mariage dans le secteur. En tant que dirigeants locaux, nous aidons la famille à se développer. Nous avons fait don d'une génisse moderne à la famille pour pouvoir obtenir du lait et du fumier dans le cadre du programme Girinka », a-t-il expliqué.

Le couple conseille à ceux qui sont toujours enfermés dans la jungle de la RD Congo de rentrer au Rwanda et de participer à des activités économiques pour soutenir leurs familles et le pays au lieu de perdre du temps en rébellion inutile dans un pays étranger.

David Mberabahizi: Le retour au Rwanda a été un rêve réalisé

Assis sur une chaise en plastique, David Mberabahizi parle doucement mais avec un sourire radieux, peut-être compréhensible, le sourire d'être enfin à la maison.

L'ex-combattant de 58 ans, que nous avons rencontré à Mutobo DC, est déterminé et confiant dans le nouveau voyage de vie qu'il a commencé. Il ne voit aucun obstacle entre son passé et sa réinsertion.

Mberabahizi est né dans le secteur de Gataraga dans le district de Musanze. Il a quitté le Rwanda en tant que soldat des EX-FAR et s'est installé dans le camp de réfugiés de Mugunga en République démocratique du Congo.

Le père de deux enfants était dans la jungle de la RD Congo, depuis qu'il a quitté le Rwanda, où il a servi dans des groupes armés distincts, dont les FDLR et son groupe dissident le CNRD.

Mberabahizi avait décidé de se retirer des FDLR en faveur de la création d'entreprises, mais ce n'est que peu de temps après qu'il a rejoint le CNRD.

« Au début, j'ai refusé de rejoindre le groupe, mais pour ma propre sécurité, j'ai dû le rejoindre en novembre 2019 à un endroit appelé Kananira », se souvient-il.

Par la suite, le groupe a déménagé à Karehe dans le Sud-Kivu, mais alors qu'il était là, il a été encerclé par l'armée congolaise (FRDC).

« Nous avons décidé de nous retirer dans les forêts de Kawuzi lorsque les FRDC ont commencé à avancer vers notre camp militaire. Comme j'étais



Le Général de Brigade David Mberabahizi

« J'aurais aimé appartenir au même groupe que le Général Paul Rwarakabije. J'aurais pu rapatrier avec lui il y a longtemps. J'imaginais passer toute ma vie dans la jungle et je ne pouvais pas le supporter. Donc, retourner au Rwanda a été mon rêve réfléchi réalisé », a-t-il déclaré.

fatigué de me battre, je me suis rendu aux FRDC », a-t-il déclaré.

Avec d'autres, les FRDC les ont gardés à la caserne militaire de Nyamunyunya jusqu'à ce qu'ils soient rapatriés au Rwanda en décembre 2019.

À leur arrivée au Rwanda, ils ont été emmenés au centre de transit de Mukamira, avant d'être transférés à Mutobo DC en janvier 2020.

À Mukamira, le groupe a reçu une aide d'urgence comprenant des soins médicaux, des vêtements et de la nourriture. Le jour où il a reçu des informations sur un projet de rapatriement au Rwanda, Mberabahizi a déclaré qu'il n'avait pas peur car il avait déjà pris la décision de rentrer.

« J'aurais aimé appartenir au même groupe que le Général Paul Rwarakabije. J'aurais pu rapatrier avec lui il y a longtemps. J'imaginais passer toute ma vie dans la jungle et je ne pouvais pas le supporter. Donc, retourner au Rwanda a été mon rêve réfléchi réalisé », a-t-il déclaré.

En 2009, Mberabahizi a déclaré qu'il avait tenté de rentrer chez lui mais qu'il avait dû voyager pendant quatre jours pour atteindre la MONUSCO (Mission des Nations Unies en RD Congo), donc compte tenu de sa mauvaise santé à l'époque, il ne pouvait pas se le permettre.

LA VIE DANS LA JUNGLE

Selon Mberabahizi, la vie dans la jungle est très difficile et il n'y a pas assez de mots pour la décrire.

« Vivre en tant qu'étranger dans la jungle d'un autre pays est très dangereux. Outre les guerres meurtrières et le manque de revenus, il y a un manque d'accès aux installations médicales, ce qui met davantage de vies en danger », a-t-il déclaré.

Il regrette de ne pas avoir pu planifier correctement pour ses enfants en termes d'éducation et de soins de santé primaires.

« Il n'y a pas de temps pour s'installer et se concentrer sur les activités

économiques, même avec le peu de temps dont vous disposez, même si vous l'avez fait, vous ne pourrez pas en tirer profit en raison de l'incertitude posée par les FRDC", a-t-il déclaré.

DÉCISION RETARDÉE DE SE RENDRE

Mberabahizi soutient que même s'il s'est rapatrié volontairement, la décision de se rendre n'est pas quelque chose qui vient simplement à l'esprit d'un combattant, sans avoir suffisamment d'informations d'où il veut aller.

En RD Congo, ils pouvaient obtenir des informations mitigées sur le Rwanda. Alors que certains les encourageaient à retourner au Rwanda, d'autres les en dissuadent par des informations contradictoires, ce qui les a rendait sceptiques.

« Il était très difficile d'obtenir des informations crédibles sur la situation sécuritaire au Rwanda pour garantir notre sécurité », a-t-il déclaré.

En outre, Mberabahizi a déclaré que certaines personnes en Europe pouvaient mentir aux combattants sur la progression des combats, leur assurant qu'ils allaient gagner la guerre ou engager des pourparlers de paix sérieux le plus tôt possible.

Ces informations erronées se sont combinées pour empêcher les membres des groupes armés de se rendre aux autorités.

De plus, des informations erronées émanaient de chrétiens qui transmettaient le message de Dieu aux combattants.

« Ils pouvaient nous dire que la guerre était sur le point de se terminer et que nous devons vaincre le gouvernement Rwandais, avec de telles informations, il était très difficile pour quelqu'un de se rendre car il était sûr que le message de Dieu était véridique », a-t-il déclaré.

COMMENT IL A ÉTÉ REÇU AU RWANDA

Mberabahizi a déclaré qu'ils avaient été bien reçus à Mutobo dans le cadre de la phase 67, qu'ils avaient reçu de la

« Je suis prêt à travailler et à travailler avec d'autres Rwandais pour promouvoir le développement dans ma communauté, en utilisant la formation et les compétences en entrepreneuriat reçues. »

« La formation sur l'unité et la réconciliation et le traitement reçu par les ex-combattants de divers groupes armés en témoigne. C'est la marque d'une véritable réconciliation que j'espère perpétuer. »

nourriture, des vêtements et des soins médicaux pour ceux qui avaient des blessures et des problèmes de santé.

Mberabahizi a déclaré qu'écouter les informations sur les stations de radio sur le Rwanda via l'émission de radio populaire "Isange mu banyu" où ils amenaient des personnes qu'ils connaissaient très bien, y compris des membres de leur famille, a joué un rôle essentiel dans leur retour.

Certains membres de la famille avaient l'habitude de partager des messages rassurants.

« Quand je suis arrivé à Mutobo DC, ma famille a célébré parce que personne n'aurait jamais pu penser que je serais de retour au Rwanda. C'était comme un miracle pour moi et ma famille de rentrer sains et saufs à la maison. Au fond de moi, je sentais que j'étais revenu à une vie normale et j'attendais sincèrement les programmes gouvernementaux », a-t-il déclaré.

Outre les programmes d'éducation civique, d'histoire Rwandaise et de réconciliation, les ex-combattants

entreprennent également une formation aux compétences de vie au cours de l'orientation préalable à la démobilisation.

Il existe divers métiers professionnels tels que la couture, la coiffure, la construction ainsi que l'agriculture.

RÉINSERTION

Mberabahizi s'est dit prêt à vivre en paix avec sa famille et d'autres Rwandais.

« Je suis prêt à travailler et à travailler avec d'autres Rwandais pour promouvoir le développement dans ma communauté, en utilisant la formation et les compétences en entrepreneuriat reçues », a-t-il déclaré.

Mberabahizi pense que si les Rwandais avaient été unis pendant le Génocide de 1994 contre les Tutsis, au cours duquel plus d'un million de personnes ont été tuées, la tragédie aurait pu être évitée.

« La formation sur l'unité et la réconciliation et le traitement reçu par les ex-combattants de divers groupes armés en témoigne. C'est la marque d'une véritable réconciliation que j'espère perpétuer. »

Il a félicité le Gouvernement Rwandais d'avoir laissé les membres des groupes armés rentrer chez eux.

« Tous les gouvernements ne peuvent pas accepter de réintégrer les ex-combattants dans l'armée ou dans la vie civile, mais regardez, ils nous ont accueillis et nous ont aidés à changer notre vie pour le mieux », a-t-il déclaré.

« De plus, nous avons été placés sous la force de réserve pour pouvoir fournir une assistance si le pays devait faire face à des problèmes d'insécurité, c'est un signe que nous faisons partie d'une unité de sécurité plus large au Rwanda, ce à quoi nous nous attendions le moins ».

A ceux qui restent encore retranchés en RD Congo, Mberabahizi a indiqué qu'ils sont désormais très faibles, pour continuer à se battre.

Le meilleur conseil pour eux est de se rendre et de rentrer pacifiquement dans leur pays d'origine, a-t-il déclaré.

Des chefs de groupes armés « répandaient des mensonges pour décourager les défections »



Corporal (Rtd.) Iranzi JMV

Les dirigeants des groupes armés Rwandais en République démocratique du Congo encourageaient des mensonges contre le Rwanda pour détourner délibérément les rapatriements volontaires, selon d'anciens combattants.

« Les dirigeants avaient l'habitude de nous donner des informations décourageantes sur notre patrie, car nous n'en savions pas grand-chose. Certaines des informations décourageantes parlaient de menaces de mort que celui qui retourne au Rwanda était immédiatement tué », a déclaré le caporal Jean Marie Vianney Iranzi.

« Nous vivions dans cette peur et nous ne pouvions pas revenir car nous craignions pour nos vies. La vie était terrible dans la jungle, nous

« Nous vivions dans cette peur et nous ne pouvions pas revenir car nous craignions pour nos vies. La vie était terrible dans la jungle, nous laissant aspirer au changement ».

laissant aspirer au changement ».

Le jeune de 23 ans est né en RD Congo. Ses parents sont originaires du district de Ruhango.

Il a rejoint le groupe armé en 2018

à l'âge de 20 ans. Tout a commencé après la mort de son père, un sergent-major ex-Far, Iminsiroyo Afari, dans la capitale congolaise Kinshasa alors qu'il était encore étudiant.

« Après sa mort, je suis resté avec des proches qui appartenaient à des groupes armés jusqu'à aujourd'hui. Quand j'ai atteint la sixième année secondaire, ils m'ont dit de rejoindre un groupe armé pour soutenir les autres car ils avaient besoin de plus de main-d'œuvre », a-t-il déclaré.

Iranzi n'a ni frères ni sœurs. Sa mère est retournée au Rwanda en 2000 et vit actuellement dans le district de Ruhango. Il a rappelé que la vie dans la jungle était très compliquée.

« Nous transpirions toujours pour manger et menions un mode de vie mobile, dans la peur et l'incertitude constantes. »

Il s'est senti heureux de rentrer dans son pays, affirmant que les citoyens congolais n'étaient pas hospitaliers. Il est désormais assuré de la sécurité et de l'épanouissement individuel.

« Je vais utiliser mon temps précieux pour me concentrer sur des choses qui peuvent générer des revenus pour moi et assurer mon avenir. Je veux apprendre la mécanique automobile et la conduite, car cette combinaison-là m'aidera à trouver un emploi beaucoup plus facilement et à vivre une vie meilleure », a-t-il déclaré.

« Je suis prêt à embrasser les programmes du gouvernement, y compris l'unité et la réconciliation, en travaillant avec le reste des Rwandais pour construire le Rwanda. »

Télesphore Karangwa

dit que la vie dans la rébellion l'a trompé



Sergeant Telesphore Karangwa

Lorsque le sergent Telesphore Karangwa a fui le Rwanda à la suite du Génocide de 1994 contre les Tutsis en République démocratique du Congo, ses ennuis ont commencé.

Il ne pouvait pas s'engager dans des activités économiques telles que l'agriculture ou les affaires. Sa famille a été ostracisée et aucun de ses cinq enfants n'a été scolarisé.

Karangwa, 57 ans, du district de Huye dans l'ancien secteur de Rusatira, a vécu dans des camps de réfugiés en RD Congo jusqu'à ce que les camps soient démantelés, l'obligeant à rejoindre le groupe armé FDLR.

Après des décennies de lutte, il a senti qu'il en avait assez et un matin de 2015, il a quitté le groupe armé.

« J'ai décidé de quitter le groupe armé parce que j'avais perdu tout intérêt et espoir pour l'avenir de ma famille.

C'était une perte totale pour moi et mes enfants de rester sous les FDLR », a-t-il déclaré.

Ses enfants se sont depuis inscrits dans des écoles Rwandaises.

Karangwa rappelle que rejoindre les FDLR n'était pas par conviction mais par persuasion car il vivait près de l'aile des FDLR qui s'occupait des soldats blessés.

Les dirigeants lui ont demandé de se joindre et d'aider à porter assistance aux membres malades du groupe armé.

« Ils m'ont convaincu à plusieurs reprises et m'ont assuré qu'une fois les blessés guéris, je serais autorisé à retourner à la vie civile, mais ils n'ont pas tenu parole », a-t-il déclaré.

Le père de cinq enfants fait partie des rapatriés récents de la RD Congo.

Sa femme et ses enfants ont été réintégrés dans son village natal à Huye.

Même avec le peu de temps qu'il avait passé au Rwanda, il s'est rendu compte que beaucoup de changements avaient eu lieu dans le pays en termes d'infrastructure et d'autres aspects économiques.

« En 1994, alors que nous fuyions le pays, nous sommes passés par la poste frontière de Rusizi, mais, à notre retour, nous pouvions à peine reconnaître l'endroit », a déclaré Karangwa.

« Par rapport à l'époque, beaucoup de choses ont changé pour le mieux en termes de développement social et économique, avec des structures magnifiques, des routes, etc. Vous pourriez confondre Rusizi avec Kigali, la capitale », a-t-il déclaré, ajoutant qu'en RD Congo, il n'était pas possible de dormir sans interruption.

« La sécurité est totale au Rwanda », a déclaré Karangwa.

Il a exprimé sa volonté d'embrasser les programmes de développement du gouvernement. Sur les mensonges sur le Rwanda, il a dit qu'il y avait beaucoup de désinformation circulant parmi les Rwandais qui sont toujours dans les jungles de la RD Congo.

Il a ajouté qu'avec l'aide de ses amis qui étaient rentrés plus tôt, il a réussi à obtenir des informations crédibles qui lui ont permis de rentrer dans sa patrie.

À leur arrivée dans le district de Rusizi, le gouvernement leur a donné une aide préliminaire, comme de la nourriture et des médicaments à ceux qui en avaient besoin, en attendant leur transfert à Mutobo DC.

« Je prévois de travailler avec le reste des Rwandais pour développer mon pays. A Mutobo, je veux acquérir des compétences entrepreneuriales qui peuvent m'aider à changer ma vie pour le mieux ».

Fidèle Nsanzimana,

heureux d'être à la maison, regrette le temps perdu dans la jungle

Un ancien membre du groupe armé CNRD opérant en République démocratique du Congo espère commencer une nouvelle vie, après son rapatriement de la jungle.

Le colonel Fidèle Nsanzimana dit qu'il regrette le temps perdu en rébellion.

L'homme de 50 ans est arrivé à Mutobo DC en juillet 2020 pour une formation d'orientation pré-décharge, de Karehe en RD Congo en passant par le district de Rubavu.

Il est rentré volontairement chez lui, après avoir eu l'engagement des autorités Rwandaises, deux ans après avoir quitté les groupes armés.

« Une personne dans une rébellion armée a bien plus à regretter, en particulier d'avoir contribué à provoquer l'insécurité pour détruire les efforts d'autres personnes pour développer leur pays », a-t-il déclaré.

« Je regrette d'avoir participé à de telles activités qui auraient pu affecter le développement économique de mon pays ».

Le combattant ex-FAR a rejoint des groupes armés en RD Congo en 1997, servant sous les FDLR avant de rejoindre son groupe dissident CNRD.

« J'ai servi sous le CNRD, mais j'ai pris la décision de démissionner le 8 mars 2018, en raison de malentendus au sein de la direction sur le recrutement d'enfants soldats », a déclaré Nsanzimana.

« Ils voulaient recruter mes propres enfants, ceux de nos camarades combattants et réfugiés, mais je me suis opposé à la décision qui était très similaire à celle des FDLR et à la principale raison de notre séparation. »

Il a dit qu'à partir de ce moment-là, il a commencé à vivre une vie civile jusqu'à son retour éventuel au Rwanda.



Col Fidèle Nsanzimana

Après avoir démissionné, Nsanzimana a travaillé avec l'ONU dans la région de Rubaya, mais il avait déjà décidé de rapatrier pour ce qu'il a dit être pour des raisons de sa sécurité personnelle et l'avenir de sa famille.

« J'espérais commencer une nouvelle vie et travailler pour ma famille, il n'y avait pas d'avenir dans la jungle. J'avais besoin de me lancer dans des activités économiques qui m'aideraient à réorganiser mon statut économique et à subvenir aux besoins de mes enfants », a-t-il déclaré.

Il rappelle que les autorités Rwandaises l'ont aidé à procéder à son retour pacifique. On lui a conseillé de se rendre à Goma, d'où il a été récupéré.

« La vie n'était pas du tout facile en RD Congo, j'ai dû me cacher du CNRD, des FDLR et de l'armée congolaise (FRDC). Retourner au Rwanda était le seul meilleur choix », a-t-il déclaré.

LA VIE DE FAMILLE

Le père de quatre enfants est originaire du district de Nyamagabe dans la province du Sud.

Avant le Génocide de 1994 contre les Tutsi, il avait étudié jusqu'au niveau A (A2) et obtenu un diplôme d'infirmier et avait terminé une année d'études à l'Université du Rwanda à la Faculté de médecine lorsqu'il a fui le Rwanda.

Il envisage désormais de participer à différents programmes de développement dans l'espoir de rattraper le temps perdu.

« Je dois faire plus d'efforts et travailler plus dur pour changer ma situation économique actuelle », a-t-il déclaré.

Nsanzimana a ajouté qu'il était heureux d'être rapatrié et n'avait aucune crainte de revenir. Une personne familière a organisé son retour et a été très utile.

« Nous avons été ensemble une fois en RD Congo et les retrouver chez moi m'a rassuré », a-t-il déclaré.

À Mutobo, Nsanzimana suit une formation en génie électrique qui, selon lui, l'aiderait à trouver un emploi ou à créer son propre emploi une fois démobilisé.

« Cela est également conforme au plan du gouvernement de distribuer de l'électricité à tous les citoyens Rwandais, en tant que personne qualifiée, je suis convaincu que je trouverai un emploi », a-t-il déclaré.

Il a appelé ceux qui sont encore en RD Congo à réfléchir avant de pouvoir continuer leur « mauvaise mission ».

« Ils devraient rentrer chez eux au lieu de perdre leur vie à mener des guerres inutiles en RD Congo contre le Gouvernement Rwandais. Il n'y a aucune raison pour que les Rwandais pensent à renverser un gouvernement qui a donné aux gens l'égalité des chances », a-t-il déclaré.

« Ils devraient rentrer et se concentrer sur le développement de leur famille et façonner l'avenir de leurs enfants. Il existe de nombreuses opportunités au Rwanda telles que l'EFTP, l'agriculture, les entreprises, etc. Ils peuvent faire beaucoup de choses ici, au lieu de s'impliquer dans un exercice futile ».

Comblir le vide sous - Barakamfitye

Au grade de sergent-major, Barakamfitye Providence, 42 ans, mère de quatre enfants, fait partie des nombreux Rwandais rapatriés de République démocratique du Congo en décembre 2019 et actuellement en formation civique au centre de rééducation de Mutobo.

Ancienne résidente du secteur de Rambura dans le district de Nyabihu, Providence raconte qu'en tant que combattante rebelle du CNRD, son retour de la RDC est intervenu à la suite d'opérations militaires des FRDC qui les ont capturés et finalement remis aux Forces de défense Rwandaises.

Elle a déclaré qu'elle n'a pas eu la chance de rentrer chez elle avec son mari dont elle dit avoir été séparée lors de violents combats.

Réitérant les dangers d'être une femme soldat, Providence a noté que c'est une tâche très compliquée qui nécessite de la force physique, en tant que femme, il n'est pas facile de faire face à la tâche.

Interrogée sur son parcours militaire, elle a répondu qu'elle avait passé beaucoup de temps dans le service militaire actif depuis 1997, alors qu'elle était sous la tristement célèbre insurrection qui a caractérisé la période après le Génocide de 1994 contre les Tutsis.

Elle rappelle qu'en raison de l'insécurité qui régnait dans le pays à l'époque, elle a décidé de rejoindre les insurgés afin de pouvoir sécuriser sa vie.

Après une défaite face aux RDF, ils ont décidé de s'installer en RDC où elle a connu des moments difficiles en tant que femme soldat jusqu'au jour où elle a été capturée et remise au gouvernement Rwandais.



Sergeant Major, Barakamfitye Providence

« À notre retour au Rwanda, nous avons été accueillis par le gouvernement avec des véhicules de transport bien préparés, au poste frontière, que nous avons utilisés pour nous rendre au centre de réadaptation de Nyarushishi », a déclaré Providence.

« Au centre de Nyarushishi, nous avons reçu une aide initiale qui comprenait un traitement médical, des vêtements et de la nourriture pour nous assurer que nos vies sont rétablies.

Au bout de deux semaines, nous avons été transférés au centre de Mutobo où nous avons suivi des sessions de formation avant de réintégrer nos communautés.

LA VIE DE RETOUR AU RWANDA

Providence explique que sa vie et les quatre enfants, dont l'aîné vient d'entrer dans la vie d'adolescent, ont été bien pris en charge par le gouvernement Rwandais. Ils ont reçu et continuent de recevoir des secours alimentaires, des vêtements et des soins médicaux pour ceux qui tombent malades.

Elle a également noté qu'elle avait eu peur de l'endroit où elle se dirigeait car c'était l'armée étrangère qui les avait capturés et aucun membre du groupe ne savait exactement ce qui suivrait leur défaite fatale en RDC ; mais quand elle a appris qu'ils allaient être remis à gouvernement Rwandais, elle s'est vue commencer une nouvelle vie. Elle a dit qu'elle avait toujours eu des rêves de retour au Rwanda résultant de pensées profondes, qui s'étaient réalisées.

COMPÉTENCES APPRISES

J'ai appris de nombreuses activités, y compris des compétences en construction. J'ai décidé d'apprendre la construction en raison du développement actuel des infrastructures dans le pays. En tant que personne ayant les compétences nécessaires en construction, il pourrait être facile de trouver un emploi ou de créer ma propre entreprise dans le même secteur.

UN MESSAGE

« Le rapatriement et la réintégration des anciens ex-combattants et rebelles dans leur pays d'origine, et le fait de les aider à commencer une nouvelle vie est un bon programme. Cela donne une image positive du pays sur la scène internationale », a déclaré Providence.

« Je dois avouer que je considère cela comme une étape importante pour que les gens comme moi s'intègrent dans une vie nouvelle et changée ».

« Pour ceux qui sont encore en RDC, je dois leur dire qu'ils perdent leur temps dans la jungle. Le Rwanda est un bon pays avec un bon leadership. Je leur conseille de rentrer chez eux sans craindre pour leur vie et de se joindre au reste des Rwandais pour construire leur pays ».

Le Centre de transit de Nyagatare facilite une transition en douceur des ex-Groupes armés et leurs personnes à charge



Le centre de transit de Nyagatare, dans le district de Rusizi, permet une transition en douceur des ex-combattants et de leurs personnes à charge rapatriés de la RD Congo vers le Rwanda.

Selon Patrick Gatete, un personnel de la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration (RDRC) en charge de l'accueil des ex-combattants rapatriés de République démocratique du Congo dans le district de Rusizi, le centre de transit

situé dans le secteur de Gihundwe accueille ceux qui entrent par le poste frontière de Rusizi.

Depuis le centre, les ex-combattants reçoivent une formation préparatoire et le centre de transit de Nyagatare facilite la transition en douceur des ex-AG et de la réadaptation des personnes à charge avant qu'ils ne soient transférés à Mutobo DC pour une orientation préalable à la libération.

Le centre accueille des ex-combattants hommes et femmes et leurs ayants droit. Récemment, le centre comptait un total de huit ex-combattants avec 12 personnes à charge dont quatre femmes et huit enfants.

Gatete a expliqué que depuis janvier de cette année, environ 48 ex-combattants, dont trois femmes ex-combattantes, avaient transité par le centre.

Les ex-combattants sont transférés



à Mutobo DC tandis que leurs personnes à charge sont réintégrées dans leurs familles respectives dans la communauté Rwandaise, a déclaré Gatete.

Les femmes reçoivent une aide financière équivalant à 60 000 Frw en espèces pour les aider à acheter des produits de première nécessité tels que de la nourriture, des ustensiles, des vêtements, dont elles peuvent avoir besoin pour se réinstaller facilement dans leur famille.

Gatete a expliqué qu'avant d'être transférés à Mutobo, ils reçoivent l'assistance nécessaire sous forme de nourriture et de soins médicaux.

De plus, ils assistent à des ateliers préliminaires de sensibilisation sur les programmes gouvernementaux.

Le centre propose des activités récréatives telles que le volley-ball et le football aux anciens combattants.

En termes de services de santé, le centre travaille conjointement avec l'hôpital de Gihundwe pour donner un traitement médical aux personnes souffrant de différentes affections ainsi qu'à celles ayant des problèmes psychologiques.

Par ailleurs, le centre accueille également des enfants ex-combattants qui reçoivent un accompagnement

comme leurs homologues plus âgés, avant leur transfert dans un centre de rééducation.

Les personnes à charge ont le temps de suivre une formation professionnelle visant à leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires à leur développement personnel.

« Leur perception du Rwanda pendant leur séjour en RD Congo est qu'ils sont toujours mal informés sur le pays, mais lorsqu'ils traversent la frontière pour entrer dans le pays et que nous les accueillons chaleureusement, toute la peur qu'ils nourrissaient auparavant disparaît avec le temps », a déclaré Gatete.

« Ils commencent à briser le silence et à partager avec nous comment ils ont perdu leur temps précieux en RD Congo, sur base de fausses informations de leurs supérieurs. »

Gatete conseille à ceux qui se trouvent encore dans les jungles de la RD Congo de rentrer volontairement dans leur pays d'origine et d'obtenir le soutien nécessaire pour assurer une réintégration en douceur dans la communauté Rwandaise.

« Il est également important pour eux de venir participer au développement du pays comme les autres Rwandais », a-t-il déclaré.



Des ex-combattants racontent des moments de réconfort dans leurs nouvelles maisons à Bumbogo



Alexandre Muhire est loin de la peur de recevoir les avis d'expulsion qui caractérisaient sa vie de famille après sa démobilisation de l'armée.

Un ex-combattant vivant avec un handicap physique, Muhire a déclaré qu'après avoir été démobilisé en 1997, il a mal géré son colis de renvoi et a fini par mener une vie malheureuse, louant de maison en maison et a commencé à chercher d'autres emplois.

Depuis que Muhire et son épouse Angélique Mukanoheri ont été réinstallés dans ce qui est maintenant leur domicile permanent dans le village de Mukuyu dans le secteur de Bumbogo, dans le district de Gasabo, le calme est réconfortant.

À un moment donné, il a travaillé comme gardien de prison et gardien de sécurité dans une entreprise de sécurité en ville, ce qui n'était pas facile pour lui.

« Ce n'était pas facile pour moi de collecter des fonds pour subvenir aux besoins de ma famille, en tant que personne vivant avec un handicap physique causé par des fragments de balles pendant la lutte de libération », a-t-il déclaré.

« Je ne pouvais pas payer le loyer, les propriétaires me donnaient des avis d'expulsion à chaque fois, mais je remercie la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration (RDRC) de m'avoir donné la chance de posséder ma propre maison, où je vis avec ma femme et mes enfants. »

Il a déclaré qu'après avoir obtenu sa propre maison, il avait décidé de démissionner de son poste de gardien de sécurité en raison de son

“Ce n'était pas facile pour moi de collecter des fonds pour subvenir aux besoins de ma famille en tant que personne vivant avec un handicap physique causé par des fragments de balles pendant la lutte de libération.”



état physique, car la principale raison pour laquelle il s'était efforcé était de collecter des fonds pour payer son loyer mensuel.

L'épouse de Muhire, Angélique Mukanoheri, a déclaré qu'elle était très heureuse de recevoir leur propre maison, ce qui a élevé leur statut et leur a donné un esprit serein par opposition à la vie dans des maisons louées, où les propriétaires pouvaient leur écrire des avis d'expulsion de temps en temps.

Muhire est l'un des 30 ex-combattants de l'Armée Aatriotique Rwandaise (APR) vivant avec un handicap physique qui ont été réinstallés à Bumbogo par le RDRC.

Les maisons sont entièrement meublées, avec des meubles de base,

Dans le même village, la RDRC a construit une maison pour les ex-combattants de l'APR avec des cas particuliers tels que ceux ayant un âge avancé et les vétérans ayant des problèmes mentaux qui nécessitent une attention particulière.

de la literie et des ustensiles de cuisine avec un réservoir d'eau.

Les maisons leur ont épargné les difficultés de la location qui se caractérisaient par des déplacements fréquents à la recherche de maisons moins chères. Ils expriment leur gratitude à la gouvernance du Président Paul Kagame, pour son soutien continu à l'amélioration de leur vie sociale et économique.

Dans le village de Mukuyu, il y a 22 maisons modernes, chacune pouvant accueillir deux familles (2-en-un).

Les maisons sont destinées à accueillir 44 familles d'anciens combattants de l'APR qui ont souffert de handicaps physiques pendant la guerre de libération.

Dans le même village, la RDRC a construit une maison pour les ex-combattants de l'APR avec des cas particuliers tels que ceux ayant un âge avancé et les vétérans ayant des problèmes mentaux qui nécessitent une attention particulière.

Cela permet au gouvernement de s'en occuper plus facilement.

Les bénéficiaires ont déclaré que l'obtention de leurs propres maisons était une indication claire que le gouvernement se souvient de leur précieuse contribution à la libération du pays.



Les habitants de Rubavu font un don de vaches et autres articles aux ex-combattants handicapés de Kicukiro



Les dirigeants locaux du secteur de Kanama dans le district de Rubavu ont fait don de neuf vaches, cinq tonnes de pommes de terre et 700 litres de lait aux ex-combattants handicapés vivant dans le secteur de Nyarugunga dans le district de Kicukiro dans la ville de Kigali.

Selon le secrétaire exécutif du secteur de Kanama, Honoré Mugisha, le don à 59 familles d'anciens combattants handicapés a été collecté par les résidents du secteur, en guise d'appréciation pour leur rôle inestimable dans la libération du pays.

Les vaches seront gardées à la ferme de la Commission Nationale de

« C'est un grand plaisir de voir que les gens peuvent penser à nous ; c'est une action louable qui a touché nos cœurs. Cela nous a montré que la contribution des ex-combattants handicapés à la libération du pays est très appréciée et très appréciée de tous »

Démobilisation et de Réintégration (RDRC) à Mutobo DC, d'où elles seraient amenées à la ferme de Kanombe vers la fin de 2021, lorsqu'il y aura suffisamment d'herbe pour les nourrir.

Mugisha a déclaré que les résidents reconnaissent la contribution positive des combattants handicapés de la libération et que l'idée de leur donner un signe de reconnaissance est venue des résidents.

Le directeur des ressources humaines de la RDRC, Wilson Wamala, a déclaré que voir les agriculteurs partager leurs rendements agricoles avec les ex-combattants était impressionnant.

« C'est un grand plaisir de voir que

les gens peuvent penser à nous ; c'est une action louable qui a touché nos cœurs. Cela nous a montré que la contribution des ex-combattants handicapés à la libération du pays est très appréciée et très appréciée de tous », a déclaré Jean Paul Ngenzi, l'un des habitants du secteur de Kanama et Directeur Général de la Société Agruni, a remercié ses concitoyens qui ont fait un don aux ex-combattants handicapés.

«Je suis heureux de retrouver mes camarades qui ont été blessés pendant la guerre de libération, dont certains que j'ai soulevés et aidés à traverser après avoir été abattus. Je les remercie pour l'esprit fort et la détermination dont ils ont fait preuve pendant cette période difficile. Penser à vous et à vous soutenir a toujours été dans nos cœurs », a déclaré Ngenzi, également combattant de la libération.

Les dirigeants des deux côtés ont également visité la ferme Mutobo, où les vaches seraient gardées.

Jules Karigirwa, qui représentait les autres bénéficiaires du don, a remercié les résidents du secteur de Kanama pour « le grand amour et le soutien qu'ils leur ont témoigné ». Le don de lait signifie la paix, a-t-il

déclaré, expliquant qu'une partie du don serait partagée avec leurs voisins.

Il a également noté que les ex-combattants ne regrettent pas leur

« Je suis heureux de retrouver mes camarades qui ont été blessés pendant la guerre de libération, dont certains que j'ai soulevés et aidés à traverser après avoir été abattus. Je les remercie pour l'esprit fort et la détermination dont ils ont fait preuve pendant cette période difficile. Penser à vous et à vous soutenir a toujours été dans nos cœurs »

handicap puisqu'ils ont atteint leur objectif de restaurer la paix et la sécurité au Rwanda.

Le Lieutenant Colonel JMV Munyampundu Kayitera, représentant des forces de réserve dans le district de Kicukiro, a déclaré que le don témoignait du respect et de la valeur attachés à la contribution des ex-combattants handicapés durant la libération du pays en 1994.

Olivier Ruhamyambuga, le Secrétaire Exécutif du district de Rubavu a félicité les soldats qui ont libéré le pays, sacrifiant leur propre vie pour assurer la paix au Rwanda. Il a rassuré que le bon esprit démontré par les habitants de Rubavu se poursuivrait.

Geneviève Uwamahoro, la Secrétaire exécutive du secteur Nyarugunga a également exprimé sa gratitude aux dirigeants du district de Rubavu et aux habitants du secteur Kanama pour leur geste amical.

«Nous vous remercions pour le cœur aimant; il est très important de reconnaître le rôle des ex-combattants invalides pendant la guerre de libération. Nous promettons que nous partagerons avec vous les fruits de la graine d'amour que vous avez semée aujourd'hui », a-t-elle déclaré.





COMMISSION / PROGRAMME DE DÉMOBILISATION ET DE RÉINTÉGRATION AU RWANDA

CONTEXTE

La Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration (RDRC) a été créée en 1997 par une décision du Cabinet et approuvée par un décret présidentiel n°37/01 du 09/04/2002 instituant la Commission afin de soutenir la conception, la mise en œuvre et l'administration du Programme de démobilisation et de réintégration au Rwanda. Le décret présidentiel a été abrogé par la loi N° 50/2015 du 14/12/2015 portant création de la Commission Nationale de Démobilisation et de Réintégration et déterminant ses responsabilités, son organisation et son fonctionnement.

CONTACTS

Rd: KG 5 AVE, Parcelle n°14
Nir British High Commission
Kacyiru-Gasabo

P.O. Box 7227, Kigali Rwanda [Afrique de l'Est]

Courriel: rdrc@demobRwanda.gov.rw

www.demobRwanda.gov.rw

MISSION

La mission générale du RDRC est de faciliter la réinsertion et la réintégration de l'ancien militaire pour lui permettre de se développer et de participer au développement général du pays.

ATTRIBUTIONS

- Accueillir et procéder à la réintégration et à la réinsertion sociales des anciens membres des Forces Rwandaises de Défense mis à sa disposition par l'organe compétent;
- Accueillir, démobiliser et procéder à la réintégration et à la réinsertion sociales des personnes visées aux points 2o b. et 2o c. de l'article 2 de la présente loi;
- Faire le plaidoyer en faveur des initiatives destinées aux anciens militaires handicapés de guerre et faire le suivi de la mise en œuvre de ces initiatives;
- Conseiller le Gouvernement sur la politique de démobilisation, de réinsertion et de réintégration sociales des anciens militaires;
- Coordonner les actions de tous les organes gouvernementaux et tous les intervenants qui travaillent avec RDRC sur les questions liées à la démobilisation, la réinsertion et la réintégration des anciens militaires;
- Exécuter toutes les autres activités nécessaires à la réalisation de sa mission.